

# **Drancy** *motivés*

*Des idées neuves à gauche pour construire un autre avenir !*

## **Rassemblons-nous à gauche, pour reconstruire l'espoir**



Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, une droite arrogante, porteuse de régression sociale est en ordre de marche.

Tous les cadeaux sont autorisés pour le grand patronat, pour les actionnaires des grandes entreprises, pour les familles fortunées.

Tous les coups sont permis contre les salariés et les retraités, contre le pouvoir d'achat des familles modestes, contre toute forme d'expression et de résistance qu'elles soient syndicale, associative, politique ou sociale...

Ce sont les jeunes, les salariés, la population toute entière qui est touchée : salaires, emplois, formation, logement, accès aux soins, retraites... c'est la casse organisée des solidarités, des acquis sociaux et démocratiques qui est en œuvre.

**Le Député-Maire de Drancy, qui a rejoint la majorité gouvernementale à l'Assemblée nationale, participe à cette déferlante qui matraque les citoyens. Pour y faire face, il n'est pas d'autres solutions que d'y opposer un fort rassemblement de toutes les forces progressistes, politiques et sociales, dans les luttes et les actions, mais aussi dans la construction d'autres projets.**

C'est dans cette démarche de rassemblement pour une nouvelle dynamique à gauche, que les communistes veulent s'engager aujourd'hui. Avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, nous voulons donner de l'audace et de la volonté politique à un autre projet local pour Drancy. Avec tous les habitants, nous voulons faire de notre ville un lieu de résistance et d'invention de nouvelles politiques pour relever les défis du quotidien.

**La division sert la droite. Rassemblons-nous, communistes, socialistes, écologistes, alter-mondialistes, antilibéraux, citoyens de progrès... C'est le moyen le plus sûr pour ancrer une politique offensive à gauche au service des Drancéennes et des Drancéens.**

**Nathalie Vasseur**  
Responsable du Parti communiste à Drancy

*Des conceptions radicalement opposées s'affrontent sur ce que doit être la ville : au contraire de ceux qui rêvent de transformer Drancy en un « refuge cosu », réservé à quelques uns, nous affirmons clairement le choix d'une ville dynamique, vivante, ouverte sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, accueillante pour toutes les familles et solidaire.*

*(voir notre article page 2 )*

## **Contribuez !**

*A l'occasion des élections, les communistes veulent permettre un large débat public, pour construire collectivement un projet à gauche pour Drancy. Ils ont besoin de vous, de votre apport, de votre contribution. Des points de rencontres seront organisés dans les quartiers.*

**Un premier  
débat public  
aura lieu le samedi  
19 janvier 2008  
à partir de 18h30  
salle Petieu  
rue Petieu près de la piscine**

**Contact  
PCF Drancy**

*50 rue Marcelin Berthelot  
93700 Drancy*

*[pcfdrancy@yahoo.fr](mailto:pcfdrancy@yahoo.fr)*

**Nous lire :**  
*<http://drancymotives.hautetfort.com>*

# La ville que nous voulons...

Les villes sont des lieux de vie où se côtoient des hommes et des femmes très divers avec des situations sociales très différentes.

**Ces lieux de vie sont synonymes de proximité, de lien social, de solidarité, de convivialité. C'est là où devraient le mieux s'épanouir et vivre les valeurs de notre République : Liberté, Egalité, Fraternité.**

Le rôle des collectivités locales s'est modifié au cours de ces dernières années. Leur domaine d'intervention ne cesse de s'élargir.

Aujourd'hui, on ne peut plus gérer une ville sans un minimum de transparence sur les choix de gestion, sans développer des partenariats avec d'autres collectivités comme le Conseil général et sans faire de la démocratie le fil conducteur de tout projet politique.

**Cela suppose évidemment de connaître les réalités de vie de ses habitants. De tous ses habitants.**

Les choix politiques du Président de la République, de son gouvernement et de l'ensemble de la majorité de droite au parlement, plongent des milliers de familles et particulièrement les jeunes dans la précarité et l'incertitude du lendemain : suppression de milliers de postes dans la fonction publique, franchises médicales sur les soins, privatisation des universités, remise en cause de notre système de retraite, marchandisation du logement, pouvoir d'achat qui n'augmente pas, imposition pour les plus âgés d'entre nous de la redevance télé dès 2008...

**Ces attaques, approuvées à l'Assemblée Nationale par l'actuel Député-Maire de Drancy, n'épargnent pas une bonne partie de la population de notre ville.**

**Embellir une ville ne suffit pas. Cela ne change en rien la vie quotidienne des gens. Cela ne leur donne pas plus d'emploi, de pouvoir d'achat et cela ne contribue en rien à ce que leurs droits soient respectés.**

La destruction de notre modèle social et de notre système de solidarité que veut nous imposer Nicolas Sarkozy favorise les plus riches au détriment du plus grand nombre.

**Ce débat concerne et intéresse beaucoup de Drancéennes et les Drancéens.**

**Des associations, des organisations, des forces de gauche et de nombreux citoyens pensent que d'autres choix sont possibles pour le pays mais aussi pour**

**notre ville et sont prêts à s'engager pour rechercher des solutions collectives aux problèmes posés.**

Les communistes sont de ceux là : ils affichent leur opposition farouche à la politique de la droite gouvernementale relayée avec zèle par la Municipalité. Ils le font de manière constructive et rassembleuse en étant porteurs de propositions alternatives pour changer la vie, changer la société.

**Parce qu'ils veulent la victoire de la gauche, parce qu'ils veulent faire de Drancy un pôle de résistance à la droite, ils proposent à tous les habitants de concevoir ENSEMBLE la ville de demain : une ville humaine et solidaire où le « vivre ensemble » trouve tout son sens grâce à l'expression démocratique de tous les citoyens.**

L'organisation de la ville, son développement économique et social, ses services publics, ses espaces de vie et de rencontres, ses moyens de circulation et de déplacement... sont autant de sujets qui définissent le cadre d'une ville. Pour répondre aux besoins de chacun, ces enjeux doivent être l'affaire de tous les habitants.

La gestion locale n'a jamais été neutre. A ceux qui prétendent qu'être Maire n'est pas une affaire politique, nous répondons que dans les projets locaux, il faut se mobiliser et agir pour :

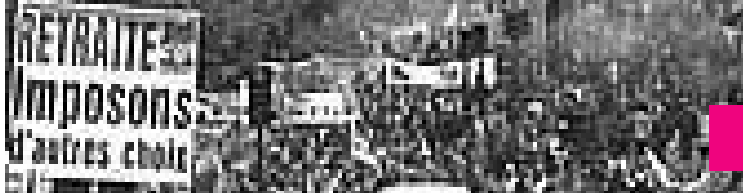
- **Le logement** : il doit être un droit partout et pour tous et toutes les villes doivent bénéficier d'un effort considérable en matière de logement sociaux ;
- **Les services publics** : les développer partout pour permettre à chacun un égal accès aux services indispensables à l'organisation de la vie sociale ;
- **Les droits fondamentaux** : agir pour les défendre et en avoir de nouveaux. Empêcher les expulsions locatives, donner le droit de vote aux résidents étrangers, renforcer l'expression des salariés dans la ville ;
- **L'égal accès aux soins, aux loisirs, à la culture, aux vacances et aux pratiques sportives, selon le principe d'équité et de justice sociale ;**

Agir pour tous ces défis, c'est agir à partir de valeurs fondamentales – la solidarité, l'égalité, l'expression et l'intervention démocratique – pour exercer nos responsabilités locales. Agir pour tous ces défis c'est faire le choix d'une ville solidaire, où chacun à sa place, où chacun contribue à mesure de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins.

**Les communistes veulent prendre ces questions à bras le corps et y répondre avec tous les habitants, pour mieux prendre en compte les réalités que chacun vit au quotidien.**

**C'est cette démarche qui les anime à quelques mois des élections municipales et cantonales.**





# Aller dans le sens du progrès humain

## Une retraite à taux plein pour tous, c'est possible !

Sarkozy répète que la France n'a pas les moyens de financer son système social : « **Puisque vous vivez plus longtemps, travaillez plus longtemps !! Les 40 annuités, ce n'est pas négociable, on ne peut pas faire autrement** » nous rabâche-t-on de droite et de gauche depuis des décennies... **C'est un mensonge.** Le pays est riche et d'autres choix sont possibles.

Concernant les régimes spéciaux, le pouvoir dit vouloir rétablir l'équité. Mais l'équité dont il parle c'est l'alignement par le bas !

Un alignement qui a d'abord commencé par l'augmentation de l'âge de la retraite dans le privé, qui se poursuit ensuite, au nom de l'équité, dans le public, pour enfin s'attaquer à nouveau à tous les salariés !

Et quand tous les salariés seront « alignés », ils subiront ensemble l'offensive véritable du gouvernement : prochaine étape 41 ans pour tout le monde dès 2008 !

Déjà, la présidente du MEDEF et d'autres personnalités politiques réclament le passage à 42 ou même 43 annuités avant 2010... Jusqu'au où iront ils ? **Le droit à la retraite existera-t-il toujours d'ici 10 ans ?**

La France a les moyens de financer son système social. Les choix politiques de la droite n'ont rien à voir avec la soit-disant « faillite » de la France. Le gouvernement offre 14 milliards de baisses d'impôts aux riches, des dizaines de milliards aux entreprises et il veut que les salariés payent l'addition. **Le choix est simple** : soit nous acceptons de travailler toujours plus, plus longtemps et de gagner toujours moins, soit nous décidons qu'il est temps de choisir une autre politique qui réoriente l'argent de la finance vers l'emploi et l'investissement utile à tous.

**Il est indispensable de s'attaquer aux vrais privilèges, ceux des actionnaires du CAC40 et des marchés financiers. L'économie doit servir l'humain.**



## Franchises médicales : coupables d'être malades ?

Depuis plusieurs mois, 70 associations de malades, d'usagers de la santé, de syndicats et de partis politiques de gauche mènent le combat contre le projet du gouvernement d'instaurer des franchises médicales sur l'accès aux soins.

En signant la pétition nationale auprès des communistes, des centaines de Drancéennes et de Drancéens ont exprimé leur exigence de maintenir et de développer le droit de tous à bénéficier du remboursement solidaire qui est le fondement même de la Sécurité sociale : chacun cotise à hauteur de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins.

Dans les nombreuses rencontres et discussions que nous avons menées

avec eux, le constat est général : pas question de faire payer toujours plus les revenus les plus modestes, les familles populaires, alors que des exonérations fiscales de plus en plus importantes sont accordées aux fortunes de notre pays comme le bouclier fiscal de 15 milliards d'euros, première mesure du gouvernement de Nicolas Sarkozy.

L'opinion des signataires est unanime : il faut renforcer le principe de solidarité de la Sécurité sociale et instaurer un autre financement auquel doivent contribuer tous les revenus, les actions boursières comme les salaires et les retraites.



### Les franchises médicales, c'est quoi ?

Depuis des années, les gouvernements successifs justifient leurs nouvelles atteintes à la Sécurité sociale par le « trou » de la Sécu. Après les diverses ponctions du forfait hospitalier, le déremboursement de centaines de médicaments, les contributions salariales, le gouvernement est reparti dans les mêmes mauvaises décisions, : faire payer leur maladie aux malades. Pourtant, toutes ces mesures sont restées sans effet sur les comptes de la Sécu.

Ces mesures présentent aussi de très nombreux risques pour la santé car devant les difficultés financières, de nombreuses personnes peuvent décider de reculer la consultation du médecin et voir leur maladie s'aggraver et... coûter ainsi beaucoup plus cher à la Sécu. Cette nouvelle attaque sera de nouveau inefficace au plan économique et ne règlera pas le fameux « trou ».

### Un autre financement pour la Sécurité sociale est possible et urgent :

Les franchises médicales ne rapporteraient que 800 millions d'euros. D'autres choix permettent de financer une politique de santé solidaire et de se donner non seulement les moyens de combler le « trou » de la Sécu, mais plus encore, d'aller progressivement vers un remboursement des soins à 100% en commençant par les personnes âgées et les enfants (voir encadré en bas de page).

### Nous voulons une société de solidarité et de progrès social

L'enjeu de cette bataille pour la protection sociale et la santé, est le même que pour les retraites, l'emploi, le pouvoir d'achat. D'ailleurs, le principe des franchises est appliqué dans d'autres secteurs. Rachida Dati, Ministre de la Justice, vient de les imaginer pour les personnes qui bénéficiaient jusqu'à présent de l'aide juridictionnelle.

La mise en oeuvre de ces mesures sert à faire la démonstration que les politiques sociales sont dépassées, qu'elles ne peuvent plus assurer leurs fonctions. Quand on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage... L'objectif essentiel c'est de livrer les personnes aux appétits de profit des puissantes assurances privées, du moins pour celles qui pourront se les payer et de laisser les autres avec moins que le minimum vital.

**Cette bataille n'est pas finie. Avec Eliane Assassi, Sénatrice de la Seine-Saint-Denis, nous avons porté les pétitions signées par les habitants de Drancy, lors du vote au Sénat.**



habitants de Drancy, lors du vote au Sénat.

### Sécu, retraites : l'argent existe pour d'autres choix !

### Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- Supprimer les exonérations des cotisations patronales : + 26 milliards d'euros
- Faire cotiser les revenus financiers des entreprises au même taux que les nos salaires : +10 milliards d'euros
- Faire cotiser les stock-options et les parachutes dorés des PDG des grandes entreprises : +7 milliards d'euros
- 1% d'augmentation des salaires : 9 milliards d'euros
- Création de 100 000 emplois : 9 milliards d'euros

### Des chiffres à comparer avec :

- Le déficit actuel de la Sécu qui s'élève à 12 milliards d'euros
- Le coût du retour à 37,5% pour tous avec 75% du salaire : 10 milliards d'euros

Aujourd'hui, nous vous invitons à poursuivre le rassemblement et à faire grandir autour de vous ces exigences d'une Sécu toujours plus solidaire. Cette bataille exprime cette volonté d'une société d'égalité des droits, de progrès social et démocratique que les communistes portent tout autant pour notre ville que pour notre pays.

# La colère gronde à la cité Pierre Séward

## Des conditions d'habitat indignes d'un bailleur public !

La municipalité de Drancy a prévu la destruction de la cité Pierre Séward Dans le cadre du plan ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine). Comme le prévoit la loi, la ville doit reloger les locataires dans les logements de son contingent municipal et ce, sans augmentation de loyer. A beaucoup d'entre eux, la Mairie a même promis un relogement dans les nouvelles constructions de l'Office, notamment celles de la rue Alsace Lorraine récemment livrées, leur permettant ainsi de rester dans le même quartier.

**Mais aujourd'hui la plupart des familles relogées ont du quitter Drancy pour trouver un appartement au loyer accessible. Ne respectant aucune de ses promesses, la**

**Mairie a proposé des relogements dans des appartements privés aux loyers 2 à 3 fois supérieurs à ceux de la cité Pierre Séward !** Comment alors accepter ces conditions lorsqu'on a des ressources modestes, ou même moyennes ?

Pire encore, les conditions d'habitat faites aux derniers locataires de la cité Pierre Séward. La plupart des familles n'ont plus de chauffage, l'entretien des cages d'escalier n'est plus assuré, et la destruction engagée des appartements vides entraîne la rupture des canalisations d'eau et des graves infiltrations dans les appartements encore occupés.

Face à ces conditions insalubres, la seule réponse de l'Office de Drancy c'est de continuer à facturer les charges aux locataires !!!

**Devant à un tel mépris, peut-on encore parler de service public du logement ?**

Les derniers locataires de la cité Pierre Séward n'en peuvent plus de ces conditions scandaleuses, ils n'en peuvent plus du silence méprisant de l'Office. Ils ont décidé de réagir. Le 21 novembre dernier, plusieurs familles ont organisé une rencontre avec la CNL, des élus communistes, divers militants politiques, syndicalistes et du réseau de « solidarité-logements » de Drancy. Ensemble, ils ont décidé de multiplier les démarches en Mairie, à l'Office, en préfecture.

Après les expulsions intempestives, l'augmentation scandaleuse des charges locatives, la vente programmée de plusieurs HLM, la Mairie de Drancy continue ainsi sa politique

de casse du logement social au profit de constructions immobilières de grand standing. Le processus de transformation est engagé : le Maire « invite » les familles modestes à quitter la ville au profit d'une population plus aisée...

Les communistes revendiquent tout au contraire, de poursuivre une véritable politique d'accès au logement pour tous pour faire face à la crise : respecter tous les Drancéens, c'est leur proposer un habitat accessible et de qualité, sans sélection par niveaux de revenus. Construire du logement social accessible à tous, c'est agir contre la pénurie de logements et donc contre la spéculation immobilière qui touche toutes les familles, même les catégories sociales favorisées.



**Nicolas Sarkozy refuse de consulter le peuple sur le nouveau projet de traité européen. Il veut le faire passer en catimini, méprisant ainsi l'avis du peuple français.**

**SELON GISCARD D'ESTAING, LE "MINITRAITE" EST QUASIMENT IDENTIQUE A LA CONSTITUTION EUROPEENNE.**



## Traité européen

# Ensemble, exigeons un référendum

Or, si il y a un nouveau projet, c'est justement parce qu'en Hollande et en France l'ancien a été majoritairement rejeté. Seule une nouvelle consultation populaire peut légitimer ou invalider le texte qui le remplace. **Deux Français sur trois réclament un référendum au nom de la démocratie, qu'ils soient pour ou contre le nouveau traité.**

Et nous ne sommes pas seuls en Europe : 76% des Allemands, 75% des Britanniques, 72% des Italiens et 65% des Espagnols se prononcent aussi dans ce sens.

### Le traité « bis » façon Sarkozy

Mini-traité, traité modifié, tout a été fait pour banaliser son contenu... Comme disait la pub : « on a enlevé l'essentiel mais on a gardé l'essentiel. »

En fait de « simplification » ou de « modification » le nouveau traité est en tous points similaire à son frère aîné...

Pour ceux qui pourraient en douter, Giscard d'Estaing rédacteur du précédent projet, a parlé clair : « les outils sont exactement les mêmes, seul l'ordre a été changé dans la boîte à outils ».

Le dogme de la « concurrence libre et non faussée », loin d'avoir disparu est omniprésent. La Banque centrale européenne reste intouchable. L'allégeance à l'OTAN est maintenue. Le marché du travail serait déréglementé et le dumping fiscal et social s'imposeraient.

**Bref, on fait revenir ce qui a été rejeté !**

### Engager la bataille

Les Français ont rejeté la version originale. Devraient-ils être privés du droit de se prononcer sur la copie conforme et alourdie ? Devraient-ils être privés de tout débat sur le contenu réel de cette dernière ? Sur un texte au contenu aussi grave, les Français doivent pouvoir dire leur mot.

**A Drancy, nous avons rejeté le texte précédent à plus de 73%.** Au printemps 2005, la grande partie des militants des forces de gauche se sont mobilisés pour que le débat s'engage et que les Drancéens puissent se faire une opinion, en toute connaissance de cause. Dans certains quartiers, les communistes ont vendu plusieurs centaines d'exemplaires du **numéro spécial de l'Humanité.**

**Aujourd'hui, nous retournons dans les quartiers, pétitions et nouveau texte en main, pour mobiliser les citoyens : ensemble nous pouvons faire pression sur la droite parlementaire pour qu'elle refuse de ratifier le texte et qu'elle oblige le Président à passer par un nouveau référendum.**

**La course de vitesse est engagée.**

**L'Europe, on veut savoir, on veut décider.**  
**Rendez-la parole au peuple !**

Nom Prénom .....

Adresse .....

Mail .....

Je verse ..... euros pour soutenir cette campagne

chèque à l'ordre de ADF PCF

Je souhaite être contacté-e pour participer à toute initiative

à renvoyer à PCF Drancy - 50, rue Marcelin Berthelot - 93700 Drancy